



# épendance



AMILCAR CABRAL. Les Portugais font des efforts désespérés pour tenir tête.



**T**OUT est prêt et le processus est irréversible : avant la fin de l'année, la Guinée-Bissau sera indépendante. Quelque part, dans la brousse des territoires libérés, l'Assemblée constituante, formée d'une quarantaine de représentants élus par les assemblées populaires guinéennes au début de l'année (JA n° 574 a raconté l'étonnante organisation de ces élections démocratiques dans un pays sous la botte de l'occupant portugais) aura proclamé la naissance du nouvel Etat. C'est ce qu'Amílcar Cabral affirme sans ambages. Et les Portugais, bien qu'ils continuent toujours à refuser de négocier avec ceux qu'ils appellent des rebelles ou des bandits, devront peut-être, avant le 1<sup>er</sup> janvier 1973, s'asseoir autour d'une table avec les représentants du PAIGC (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et des îles du Cap Vert).

## Une lutte opiniâtre

Une de leurs provinces « d'outre-mer » aura vécu. Dangereux exemple pour les autres. La position internationale du Portugal sera fortement ébranlée car Lisbonne ne peut se faire d'illusions : la Guinée-Bissau indépendante sera reconnue par des dizaines de pays et le droit international transformera juridiquement l'intervention militaire portugaise en agression contre un Etat indépendant. Triste perspective pour Marcelo Caetano qui se trouve, militairement et diplomatiquement, le dos au mur. Mais exaltant espoir pour les autres mouvements de libération africains. Ainsi devrait s'achever une lutte opiniâtre et héroïque de neuf années que j'ai pu suivre d'un bout à l'autre et, parfois, de fort près, sur les lieux

mêmes du combat. Ce dénouement exemplaire me remplirait d'une joie sans mélange si, comme il est, hélas ! peu probable, j'avais la certitude que les Portugais auront la sagesse de mettre réellement fin à la guerre.

Comment le Portugal s'est-il laissé acculer à cette situation sans issue ? C'est là une fort belle histoire qui illustre à merveille le degré d'organisation et de puissance auquel peut parvenir un mouvement de libération bien conduit. Pour les forces portugaises, la débâcle a commencé en 1968-1969 quand le PAIGC a lancé sa grande attaque sur le front est, perçant les lignes portugaises entre le sud libéré depuis plusieurs années et le front nord. Les Portugais étaient alors forcés de se retrancher dans leurs casernes et leurs camps.

La libération du territoire oriental de la Guinée apportait au PAIGC une liberté de mouvement totale. Lentement, mais systématiquement, le territoire occupé par les troupes coloniales dans ce secteur avait été grignoté.

## Rien ne va plus

L'armée de libération contrôlait les routes qui mènent aux villes les plus importantes : Bissau (la capitale), Bularama, Bafata, Bissora, Farim, Katio. Ses positions fermement consolidées, le PAIGC adoptait, à partir de juin 1971, une nouvelle stratégie. Il démontrait au commandement portugais en Guinée qu'il pouvait frapper directement les « centres nerveux » du pouvoir en intensifiant ses attaques contre les villes.

L'aéroport de Bissau, pourtant bien défendu, a été atteint à plusieurs reprises au cours des derniers mois. Les

Portugais considéraient jusqu'alors comme « infranchissable » une zone de 60 km à l'est de Bissau. Aujourd'hui, là aussi, rien ne va plus.

## Un niveau élevé

J'ai eu une conversation fort instructive avec le commandant qui, à la fin de mai, a dirigé l'action la plus meurtrière contre la capitale au cours de laquelle trois casernes et l'aéroport ont été atteints. « L'attaque, dit-il, a été lancée pendant la journée à partir d'une position à 17 km de Bissau. »

— Avec quel type d'armements ?

— Des canons à longue portée et des roquettes de 122 mm.

N'importe quel expert militaire vous dira que, pour lancer des roquettes de 122 mm, il faut disposer de cadres d'un remarquable niveau technique. Ce n'est là qu'une des preuves de l'admirable évolution du peuple de Guinée-Bissau sous l'impulsion du PAIGC. Parallèlement à son action militaire, ce mouvement a réalisé des progrès dans tous les domaines de la vie sociale, créant les bases d'une solide administration, alphabétisant la plus grande partie de la population des zones libérées, édifiant des structures sanitaires... Actuellement, il y a, dans la brousse, au moins 40 médecins. Quand le PAIGC a commencé sa lutte, il n'y en avait que trois ou quatre dans le pays tout entier. Mais c'est sur la formation de cadres techniques qu'a porté son principal effort. Ils sont quelques milliers aujourd'hui. Ce qui est énorme pour une population de 800 000 habitants vivant sur 36 000 km<sup>2</sup>.

Plus de 400 Guinéens poursuivent actuellement à Moscou des études techniques (agriculture, mécanique,



UNE PATROUILLE DE GUÉRILLEROS DANS LA JUNGLE.  
*En face de ce peuple en pleine renaissance, les Portugais se sentent impuissants.*

Centro de Documentação  
 FUNDAÇÃO  
 CUIDAR  
 O FUTURO

comptabilité, administration, etc.). C'est la plus forte population estudiantine africaine de la capitale soviétique. Quelques dizaines d'universitaires guinéens se trouvent également dans les autres pays de l'Est, à Cuba, aux Etats-Unis, en Europe du nord. Les Portugais, en 450 ans de colonisation, n'avaient permis qu'à douze Guinéens d'entrer dans les classes supérieures des écoles secondaires. Un seul a pu achever ses études universitaires : Amílcar Cabral, ingénieur en hydraulique, le leader du PAIGC.

## Les îles du Cap Vert

En face de ce peuple en pleine renaissance et des succès militaires du PAIGC, les Portugais se sentent impuissants. Le gouverneur militaire de la Guinée-Bissau, le général Spínola, l'a reconnu : « Il n'est pas possible de gagner la guerre », a-t-il déclaré tout récemment. Un tel aveu paraissait impensable l'an dernier. « Les Portugais savent très bien que nous pouvons les attaquer au cœur même des villes », m'a déclaré Joseph Turpin, représentant à Alger du PAIGC et membre du comité central du parti. Il ajoute : « Les bombes déposées dans les casernes et dans les commissariats de la PIDE-DGS (la police politique) en disent long sur nos possibilités. D'ailleurs, ils ne cachent pas leur inquiétude. Ils savent qu'un soulèvement populaire dans les villes est fort possible quand le moment sera venu... »

Toutefois, la situation particulière des îles du Cap Vert est moins claire. Cabral a déclaré : « Nous sommes capables de porter la guerre, non seulement au Cap Vert, mais, si cela est nécessaire, au Portugal même. » Pour-

tant, selon certaines sources, seule la Guinée-Bissau accèderait à l'indépendance, les îles du Cap Vert ne seraient pas concernées.

Dans le discours qu'il a prononcé devant la Commission de décolonisation des Nations unies, Cabral a fait allusion à la proclamation de l'indépendance de la Guinée-Bissau sans citer le Cap Vert. Prudence qui pourrait s'expliquer par le fait que les puissances occidentales, les Etats-Unis en particulier, ont d'importants intérêts stratégiques dans cet archipel. Mais les milieux officiels du PAIGC affirment que la proclamation de l'indépendance et la reconnaissance internationale du nouvel Etat ne mettront pas au frigidaire ses revendications sur les îles du Cap Vert. « Autrement, cela signifierait que nous renonçons à un des objectifs fondamentaux de notre lutte », dit Joseph Turpin. « L'indépendance de la Guinée-Bissau marquera plutôt une intensification de la lutte dans les îles du Cap Vert. »

## Pas d'arrières

Le PAIGC se montre particulièrement discret sur les moyens qu'il compte employer dans l'archipel. L'entreprise est difficile, car l'exiguïté des îles ne lui permet pas de disposer d'arrières stratégiques où les combattants pourraient se regrouper en sécurité. Tout ce qu'on sait, c'est que l'activité du PAIGC au Cap Vert s'est considérablement intensifiée ces derniers temps. Les militaires cap-verdiens incorporés dans le contingent portugais ont, à plusieurs reprises, manifesté leur opposition à la guerre. Il y a même eu un soulèvement dans une caserne de Lisbonne : deux officiers ont été tués par des soldats cap-verdiens, événe-

ment sur lequel la presse a naturellement fait le silence.

## Refus portugais

De leur côté, les Portugais multiplient les arrestations depuis qu'ils ont découvert des dépôts d'armes et des tracts du PAIGC appelant les soldats à la mutinerie.

A la lumière de ces faits, il est permis de supposer que des cadres militaires bien entraînés ont déjà été introduits au Cap Vert par le PAIGC et qu'un soulèvement populaire s'y produira prochainement.

Quoi qu'il en soit, les amis du PAIGC ont tenté d'accélérer l'ouverture de négociations entre le mouvement de libération et le gouvernement de Lisbonne. On a même fait état souvent de négociations secrètes entre le PAIGC et le Portugal : des conversations par personnes interposées se seraient tenues dans quelques capitales européennes. En fait, il n'en a rien été. Jusqu'à maintenant, le PAIGC n'a eu aucun contact direct ou indirect avec les représentants du gouvernement de Lisbonne. Cabral n'a jamais caché qu'il souhaitait entrer en pourparlers avec les Portugais. Ce sont ces derniers qui s'y sont refusés. Ils ont rejeté les démarches faites dans ce sens, non par le PAIGC lui-même, mais par ses amis, notamment par le président Senghor et quelques-uns de ses ministres.

Pour sa part, le PAIGC tient à ce qu'on sache que, s'il apprécie fort de telles démarches, il ne les a jamais expressément sollicitées. Cependant, il a été tenu au courant de ces initiatives qui n'ont pas seulement été le fait du gouvernement sénégalais, mais aussi de certains gouvernements occi-



UNE ÉCOLE EN TERRITOIRE LIBÉRÉ.  
Des progrès dans tous les domaines de la vie sociale.

dentaux. Toutes les propositions qui ont été faites à Lisbonne pour organiser des rencontres avec le PAIGC n'ont pas abouti jusqu'à présent. C'est dans ce contexte que, depuis deux ans, Amílcar Cabral déploie une grande offensive diplomatique. Le leader du PAIGC a multiplié les contacts avec tous les pays susceptibles d'accueillir favorablement une déclaration d'indépendance de la Guinée-Bissau. Avec les gouvernements « tièdes », Cabral a eu recours aux bons offices des amis du PAIGC qui ont l'oreille de ces gouvernements. En outre, il s'est rendu à toutes les réunions internationales et interafricaines dans lesquelles se discutaient les problèmes de la décolonisation afin d'y faire entendre la voix de son peuple.

## L'impasse

Malgré tout, les Portugais font des efforts désespérés pour tenir tête à la tempête internationale qui s'annonce. « Ils savent mieux que quiconque qu'ils sont dans l'impasse », m'a dit, à son retour de New York où il avait assisté à la réunion de la Commission de décolonisation de l'ONU, un diplomate occidental qui veut garder l'anonymat. « Dès que les Nations unies ont donné droit de cité aux mouvements de libération, la délégation portugaise, et celle de l'Afrique du Sud ont abandonné les travaux de la Commission. Les Portugais n'en ont pas moins continué leur travail de couloirs pour essayer de contrecarrer l'initiative des mouvements de libération. Mais, même les diplomates des pays traditionnellement amis du Portugal manifestaient un grand embarras quand ils voyaient leurs collègues lus-



UNE GUERRILLERA DU PAIGC.  
Un bien remarquable exploit.

taniens s'approcher d'eux. En somme, les représentants occidentaux ont honte de défendre le Portugal. Et c'est là un remarquable succès des nationalistes.

## Admis à l'ONU

Cette fois-ci, une crise sérieuse a éclaté parce que Cabral a demandé à parler devant l'Assemblée générale. Quelques pays occidentaux ne savaient comment justifier leur refus. Seuls les Américains ont exprimé leur opposition sans ambiguïté. Ils craignent sans doute que si l'on admet un mouvement de libération à l'Assemblée générale, cela ne représente un dangereux précédent pour le règlement du problème qui les oppose aux Porto-Ricains. Mais, à mon avis, les temps ont changé. Cabral et les autres leaders nationalistes prendront bientôt la parole devant l'Assemblée générale des Nations unies.

Un autre problème donnera aussi du fil à retordre aux Portugais. Marcelo Caetano ne peut plus, raisonnablement, prétendre que les « provinces d'outre-mer sont des territoires détachés de la mère-patrie ». Cette fiction juridique n'a que trop duré. Il est évident que la position du Portugal devient indéfendable devant les organismes internationaux. Si donc l'Assemblée générale de l'ONU vote l'admission de la Guinée-Bissau, les diplomates portugais n'auraient d'autre choix que... de sortir de la salle. Comment donc les choses pourraient-elles se passer ? Dès lors que sera proclamée l'indépendance de la Guinée-Bissau (l'indépendance et la naissance du nouvel Etat, non la formation d'un « gouvernement provisoire », solution que le PAIGC rejette caté-



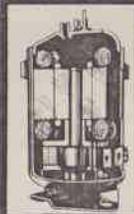
UN HÔPITAL AMBULANT DANS LA BRÓUSSE.  
Des structures sanitaires parallèles.

goriquement) un problème juridique sans précédent sera posé. En effet, ce sera la première fois qu'une telle proclamation ne s'accompagne pas de l'établissement physique de cet Etat sur un territoire bien déterminé. Mais, justement, l'Etat est une entité juridique qu'on reconnaîtra. Ce n'est pas là du byzantinisme, mais une réalité prévue par les textes de droit international.

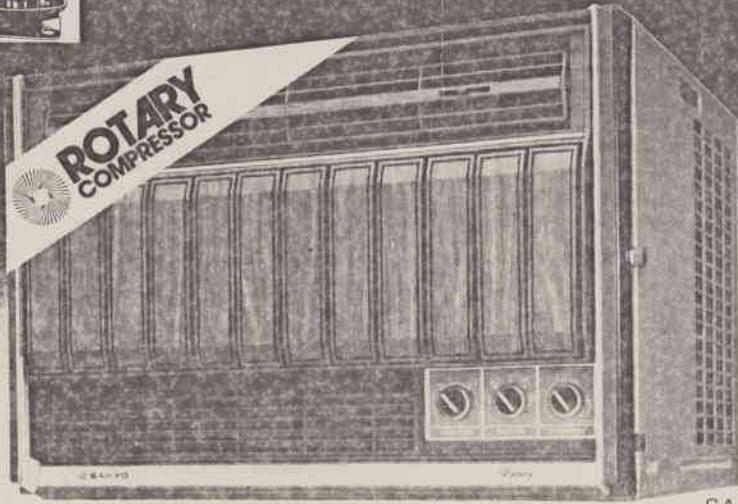
## Les assurances

Il m'a été affirmé que de nombreuses assurances ont été données à Cabral sur l'accueil qui sera réservé à la proclamation de l'indépendance. En voici le scénario. Il y aura les reconnaissances de la « première minute », celles des pays africains qui, depuis près de dix ans, ont apporté un soutien actif à la lutte du PAIGC, la République de Guinée et l'Algérie. Ensuite, viendront les reconnaissances de la « première heure », celles des pays africains qui soutiennent les deux autres mouvements de libération des colonies portugaises (MPLA et Frelimo), la Tanzanie et la Zambie. Les reconnaissances de la « première journée » réuniront la quasi-totalité des autres pays africains, les pays de l'Est européen, la Chine et Cuba. Tout de suite après, viendront celles d'une bonne partie des pays du Proche-Orient, tels que l'Irak, la Syrie et probablement le Liban. Enfin, le PAIGC pourra compter sur le Chili en Amérique latine, l'Inde en Asie et, en Europe, sur la Suède, la Finlande, le Danemark, etc.

Tous comptes faits, la Guinée-Bissau sera reconnue, à très brève échéance, par plus de 70 pays, soit la majorité de ceux représentés à l'ONU. →



COMPRESSEUR SANYO  
SILENCIEUX A ROTATION



SA-101B

## C'est une conception complètement nouvelle dans le conditionnement d'air.

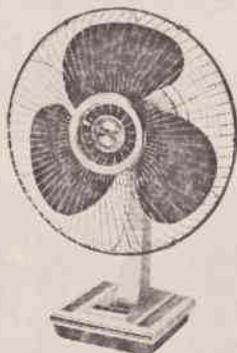
Le compresseur à rotation SANYO est plus petit qu'un autre compresseur. Cela signifie un rendement accru, peu de perte d'énergie et beaucoup moins de vibration.

Le modèle SA-101B est équipé d'un compresseur à rotation. Il a un pouvoir de réfrigération supplémentaire et consomme moins d'électricité - 15% de moins! De cette manière vos notes d'électricité se trouveront diminuées et vous jouirez d'un confort tranquille pour une dépense inférieure.

Nos ventilateurs ont également quelque chose de nouveau: des moteurs "Dynawide".

EF-8TS standard 16", ventilateur de table.

Lames à contours profonds.  
3 vitesses  
Contrôles à boutons  
poussoir: 90° d'oscillation  
Interrupteur pour l'arrêt et la mise en marche



EF-8TF de luxe 16", ventilateur à poser par terre.

Lames à contours profonds  
3 vitesses  
Contrôle avec levier coulissant, col télescopique  
Hauteur maximum 69"  
Réglage automatique jusqu'à 60 minutes  
90° d'angle d'oscillation



 **SANYO**  
SANYO ELECTRIC TRADING CO., LTD. Japan

→ Exploit bien remarquable. Mais une dernière question se pose. La Guinée-Bissau a-t-elle des chances d'entrer à l'ONU? D'après les renseignements que j'ai pu recueillir aussi bien dans les milieux officiels du PAIGC que dans certains cercles diplomatiques occidentaux, il paraît assuré que les trois pays de l'Ouest qui pourraient exercer le droit de veto contre elle (les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France) ne le feront pas. Non pour des raisons idéologiques, mais en fonction de leur propre intérêt.

## Un soutien honteux

D'ailleurs, pourquoi ces pays rendraient-ils cet énorme service à Lisbonne au prix de leur discrédit dans la communauté internationale? En fin de compte, ce ne sont pas les Etats-Unis, la France ni le Royaume-Uni qui ont besoin du Portugal, mais le contraire. Les capitaux de ces puissances sont indispensables à la survie, non seulement de l'Angola et du Mozambique comme colonies portugaises, mais à celle du Portugal lui-même. A Lisbonne, on a parfaitement conscience de cette situation.

Il y a tout de même une dernière hypothèse. Pour répondre à l'admission de la Guinée-Bissau à l'ONU, le Portugal pourrait, comme il l'a fait connaître à ses alliés de l'OTAN dans une note confidentielle (voir JA n° 585) après la réunion du Conseil de sécurité à Addis-Abeba, se retirer de l'ONU devenue, selon lui, « l'instrument de la légalisation des vexations ».

Même s'il recourt à cette solution extrême, le Portugal verra la conception de ses rapports avec ses « territoires d'outre-mer » totalement bouleversée. En ce qui concerne l'Angola et le Mozambique, les conséquences sont aisément prévisibles. Le Portugal a décidé de continuer la guerre. Mais pour quel résultat? Nous l'avons vu, l'intervention militaire deviendra une agression. En conséquence, Caetano et son gouvernement se trouveront encore plus isolés. Sans envisager l'application de sanctions contre eux (de nombreux exemples dans ce domaine ne nous inclinent pas à un optimisme excessif) on peut se demander s'ils pourront en supporter le contrecoup politique. Il devient de plus en plus difficile pour un Etat qui se proclame démocratique d'appuyer Lisbonne sans en éprouver une honte, espérance paralysante.

